

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 4
Nombres de votants : 22
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0263

Relative au projet de décret relatif aux mesures de surveillance , de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles .

L'an deux mille vingt-trois, le dix huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Solhirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Farianti MDALLAH, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL-AP2023_0040 du 13 avril 2023 relative au budget primitif 2023 ;
- Vu** la lettre de saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 08 novembre 2023 ;
- Vu** le rapport n°2023-002008 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission Développement économique et Coopération décentralisée du 14 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de donner un avis favorable au projet de décret relatif aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI





**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Secrétaire Général

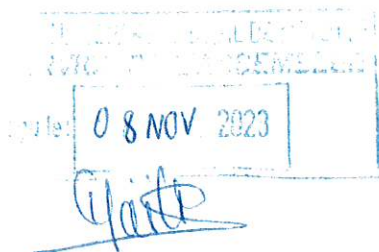
Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20231218-DL1812230263-DE

S²LOW



BORDEREAU D'ENVOI

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Date : le 03/11/2023

OBJET	NOMBRE	OBSERVATION
Deux projets de décret relatifs aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales Procédure normale	1	Transmis pour attribution (Cabinet et DGS) Je vous remercie de bien vouloir dater et signer le bordereau et le courrier et les remettre à l'huissier

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint

Cédric KARI-HERKNER

Préfecture de Mayotte - BP 676 - 97600 MAMOUDZOU

Tél. (standard) 0269 50 00 - www.mayotte.pref.gouv.fr

Accueil du public du lundi au jeudi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (le vendredi de 7h30 à 11h30)

Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 3 novembre 2023

Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



Objet : Deux projets de décret relatifs aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles.

P. Jointe: 2

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret en Conseil d'Etat et le projet de décret simple relatifs aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint


Cédric KARI HERKNER

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20231218-DL1812230263-DE

Notice : le décret apporte à la partie réglementaire du code rural et de la pêche maritime, et en particulier aux titres préliminaire, Ier, II et III de son livre II, et à ses livres III et VI les adaptations et modifications rendues nécessaires par l'entrée en application du règlement (UE) 2016/429 du règlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ainsi que ses actes délégués et d'exécution, et de l'ordonnance n° 2021-1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles dans les domaines de la prévention et de la lutte contre les maladies animales transmissibles, de l'identification et de la traçabilité des animaux et des règles d'organisation de l'enregistrement et de l'agrément des exploitations. Il permet également de corriger les erreurs matérielles et d'abroger les dispositions devenues sans objet compte tenu de ces dispositions. Il adapte le titre VII du livre II aux évolutions induites par le règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et ses actes délégués et d'exécution et rend applicables, avec les adaptations nécessaires, certaines dispositions applicables en métropole en vertu des règlements précités à Saint-Barthélemy, et Saint-Pierre-et-Miquelon. Par ailleurs, il met en conformité la partie réglementaire du titre IV du livre II avec la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur. Enfin, il abroge l'article R. 655-1 du code pénal, compte tenu de la création de l'article 522-1 par l'article 27 de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes.

Références : le code rural et de la pêche maritime et le code pénal modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de ces modifications, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

Vu le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu le règlement délégué (UE) 2019/2035 de la Commission du 28 juin 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives aux établissements détenant des animaux terrestres et aux couvoirs ainsi qu'à la traçabilité de certains animaux terrestres détenus et des œufs à couver ;

Vu le règlement délégué (UE) 2020/691 de la Commission du 30 janvier 2020 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dispositions applicables aux établissements aquacoles et aux transporteurs d'animaux aquatiques ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/963 de la Commission du 10 juin 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429, (UE) 2016/1012 et (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'identification et l'enregistrement des équidés et établissant des modèles de document d'identification de ces animaux ;

Vu le code pénal, notamment son article 522-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses livres II, III et VI ;

Vu la saisine du conseil départemental de Guadeloupe en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du [XX] ;

Vu la saisine de l'assemblée de Guyane en date du [XX] ;

Vu la saisine de l'assemblée de Martinique en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil départemental de La Réunion en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil régional de La Réunion en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du [XX] ;
Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du [XX] ;
Vu l'avis du Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale en date du [XX] ;
Vu l'avis du Conseil national de l'ordre des vétérinaires en date du [XX] ;
Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Aux articles 6° des articles R. 182-7, R. 183-6 et R. 184-8 du code rural et de la pêche maritime, le mot : « comité » est remplacé par le mot : « conseil » et aux a) et b) du 6° de l'article R. 184-8 précité, le mot : « commission » est remplacé par le mot : « conseil ».

Article 2

Le titre préliminaire du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre I^{er}, les mots : « de première et de deuxième catégories » sont supprimés ;

2° L'article R. 201-5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 201-5.- I.- L'autorité administrative mentionnée au I de l'article L. 201-4 est le ministre chargé de l'agriculture.

« En l'absence de mesures prises par le ministre, le préfet peut, dans les cas prévus à l'article 257 du règlement (UE) 2016/429 du Parlement et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles, prendre les mesures mentionnées au I de l'article L. 201-4. Il en informe immédiatement le ministre chargé de l'agriculture, qui en informe la Commission européenne et les autres Etats membres de l'Union européenne, conformément au paragraphe 2 de l'article 257 du règlement.

« II.- L'autorité administrative mentionnée au III de l'article L. 201-4 est le préfet de département. » ;

3° Dans l'intitulé de la sous-section 1 de la section 3 du chapitre I^{er}, les mots : « de première et de deuxième catégorie » sont supprimés ;

4° A l'article R. 201-6-4, après les mots : « mentionné au 1° » sont insérés les mots : « du I » ;

5° A l'article R. 201-6-6, les mots : « du 27 avril 2016 susvisé » sont remplacés par les mots : « (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données » ;

6° Au premier alinéa de l'article R. 201-11, les mots : « D. 221-2 tiennent à la disposition de l'autorité administrative mentionnée à l'article R. 201-5 » sont remplacés par les mots : « L. 221-1 mettent à la disposition du préfet de département » et les mots : « Ils font parvenir au laboratoire désigné par l'autorité administrative qui en fait la demande » sont remplacés par les mots : « A la demande du préfet de département, ils font parvenir au laboratoire qu'il désigne » ;

7° A l'article R. 201-13, les mots : « dangers sanitaires de première et deuxième catégorie » sont remplacés par les mots : « maladies animales mentionnées à l'article L. 221-1 ou pour les organismes nuisibles réglementés à l'article L. 251-3 » ;

8° L'article R. 201-16 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de retrait de la reconnaissance, le préfet de région peut reconnaître, dans l'attente de la désignation d'un nouvel organisme à vocation sanitaire et pour une durée maximum de six mois, l'organisme à vocation sanitaire reconnu dans une autre région. » ;

9° L'intitulé de la sous-section 4 de la section 3 du chapitre Ier est remplacé par l'intitulé : « Les programmes sanitaires d'intérêt collectif » ;

10° Les articles R. 201-24 à R. 201-29 sont abrogés ;

11° Après l'article D. 201-31, il est rétabli un article R. 201-32 ainsi rédigé :

« *Art. R. 201-32.- I.-* L'extension d'un programme sanitaire d'intérêt collectif de prévention, de surveillance ou de lutte contre un danger sanitaire sur tout ou partie de son ressort géographique est accordée, sur demande de la personne à l'initiative du programme, par le préfet de région après avis du Conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale ou, lorsque le programme concerne plusieurs régions par le ministre chargé de l'agriculture après avis du Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale.

« *II.-* Toute modification apportée à un programme sanitaire d'intérêt collectif étendu est transmise à l'autorité administrative l'ayant reconnu, qui peut s'y opposer dans un délai de deux mois.

« Lorsque cette modification consiste en une modification des conditions de qualification ou de certification sanitaire officielle en vue des exportations vers les pays tiers, elle est transmise au ministre chargé de l'agriculture qui statue, après avis du conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale, sur le maintien de l'extension.

« *III.-* La modification d'un programme sanitaire d'intérêt collectif étendu est requise dans l'hypothèse où compte tenu de l'évolution de la réglementation, certains éléments du programme sont devenus contraires à cette réglementation.

« *IV.-* L'extension d'un programme sanitaire d'intérêt collectif peut être suspendue, ou retirée, lorsque tout ou partie des conditions qui la subordonnent ne sont plus remplies. » ;

12° A l'article R. 201-41, les mots : « dangers sanitaires de première et deuxième catégorie » sont remplacés par les mots : « maladies animales mentionnées à l'article L. 221-1 » ;

13° A l'article R. 201-45, les mots : « un réseau d'épidémiosurveillance, de ne pas respecter les obligations prévues par l'article D. 201-37 ou de ne pas s'acquitter des frais de fonctionnement du réseau mis à sa charge en application du même article » sont remplacés par les mots : « un programme sanitaire d'intérêt collectif, de ne pas mettre en œuvre les mesures prévues par ce programme ou de ne pas s'acquitter de la cotisation qu'il prévoit pour leur financement » ;

14° Le premier alinéa de l'article R. 202-7 est complété par les mots : « , ou lorsque celui-ci exerce des missions en lien avec un danger sanitaire qui n'est plus réglementée. Dans cette dernière hypothèse, le ministre en informe le laboratoire six mois avant le retrait effectif, » ;

15° L'article R. 202-12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 202-12.- Les laboratoires sont agréés à l'issue d'un appel à candidatures, dont les modalités d'organisation sont fixées par le ministre chargé de l'agriculture. Lorsqu'un laboratoire comporte plusieurs établissements, chaque établissement fait l'objet d'un agrément. » ;

16° L'article R. 202-14 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Si un laboratoire agréé souhaite mettre fin à l'exercice de ses missions, il en informe le ministre chargé de l'agriculture au moins trois mois avant l'arrêt de ses activités.

« Lorsque la réglementation ne nécessite plus la réalisation d'analyses officielles ou de méthodes officielles, le ministre chargé de l'agriculture peut retirer l'agrément, sous réserve d'en informer le laboratoire concerné au moins six mois avant le retrait. » ;

17° L'article R. 202-22 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les laboratoires agréés peuvent réaliser les analyses d'autocontrôle pour dans les domaines analytiques lesquels ils sont agréés. » ;

18° L'article R. 203-1 est ainsi modifié :

a) Au 1° du I, les mots : « de dangers sanitaires de première catégorie ou de deuxième catégorie en application des dispositions de l'article L. 201-4 » sont remplacés par les mots : « des maladies animales mentionnées à l'article L. 221-1 » ;

b) Au 2° du I, le mot : « national » est supprimé ;

c) Au 5° du I, les mots : « des établissements mentionnés à l'article D. 236-10, les organisateurs d'expositions d'animaux ou de rassemblements d'animaux autres que les centres de rassemblements mentionnés à l'article R. 233-3-1 et les responsables d'établissements » sont remplacés par les mots : « les opérateurs et les responsables d'activités mentionnés aux articles L. 222-1 et L. 222-2, à l'exception des établissements conchylicoles et des établissements » ;

d) Au 6° du I, les mots : « des centres de collecte de sperme et d'embryon de l'espèce équine et les responsables » sont supprimés ;

e) Le 7° du I est abrogé ;

f) Au II, les mots : « un danger de première catégorie » et les mots : « d'un danger sanitaire de première catégorie ou de deuxième catégorie réglementé » sont respectivement remplacés par les mots : « une maladie animale mentionnée à l'article L. 221-1 » et par les mots : « d'une maladie animale mentionnée à l'article L. 221-1 » ;

19° A l'article R. 203-4, après les mots : « elle comprend » sont insérés les mots : « un engagement de respecter les obligations incombant aux vétérinaires sanitaires dans le cadre de l'exercice de leurs missions, » ;

20° A l'article R. 203-8, les mots : « aux a à c de l'article R. 222-1 » sont remplacés par les mots : « au 1° de l'article R. 222-6 » ;

21° L'article R. 203-15 est ainsi modifié :

a) Le 2° du II est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° En l'absence d'information de l'autorité administrative par le vétérinaire de la suspicion ou de la présence, dans une exploitation au sein de laquelle il intervient, d'une maladie animale

soumise à un plan d'urgence en application de l'article L. 201-5, ou d'une maladie pour laquelle l'autorité administrative a pris des mesures tendant à recueillir des informations épidémiologiques, en application de l'article L. 201-3, ou de toute autre disposition par laquelle elle impose cette obligation d'information aux vétérinaires sanitaires ; » ;

b) Il est complété par un e) ainsi rédigé :

« e) De l'engagement prévu à l'article R. 203-4. » ;

22° L'article R. 205-3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« - le directeur général de l'alimentation pour les infractions constatées par un agent placé sous son autorité ; ».

Article 3

Le titre Ier du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° A l'article R. 211-5-6, les mots : « la Communauté » sont remplacés par les mots : « l'Union » ;

2° L'article R. 212-60 est abrogé ;

3° L'article R. 212-72 devient l'article D. 212-72 et ses trois derniers alinéas sont supprimés ;

4° L'article R. 212-79 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. R. 212-79.* - Les transporteurs d'animaux aquatiques tiennent le registre mentionné à l'article 188 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 pendant trois ans. » ;

5° A l'article R. 214-63, les mots : « réglementées au sens de l'article D. 221-2 » sont remplacés par les mots : « animales mentionnées à l'article L. 221-1 » ;

6° L'article R. 215-2 est ainsi modifié :

a) Le 5° du II est abrogé ;

b) Le III est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article L. 211-12, de ne pas avoir fait procéder à l'identification de cet animal selon les modalités prévues à l'article L. 212-10. » ;

7° Le III de l'article R. 215-6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *III.* - Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour tout transporteur d'animaux d'aquaculture de méconnaître l'obligation de tenue de registre prévue à l'article R. 212-79 » ;

8° Le I de l'article R. 215-11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait :

« I° Pour un opérateur détenant un ou plusieurs bovins :

« a) De contrevenir aux règles d'identification des bovins définies au point a de l'article 112 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et par les actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement ;

« b) De contrevenir aux règles de notification des naissances, déplacements et décès conformément au point d de l'article 112 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016, aux dispositions des actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement et aux dispositions des articles R. 212-14-3 et D. 212-14-7 ;

« c) De contrevenir aux règles de maintien de l'identification ou ne pas signaler une anomalie d'identification, en méconnaissance du II de l'article D. 212-19 ;

« d) De ne pas compléter le passeport conformément aux dispositions de l'arrêté prévu au IX de l'article D. 212-19 ;

« e) De faire circuler un bovin non accompagné de son passeport, en méconnaissance des dispositions du III de l'article D. 212-19 ;

« f) De faire circuler un bovin sans avoir procédé à la demande de passeport conformément aux dispositions du VI de l'article D. 212-19 ;

« g) De ne pas signaler les différences éventuelles entre les mentions portées sur le passeport ou le document d'identification et le numéro national d'identification de l'animal, son sexe et son type racial, en méconnaissance des dispositions arrêtées conformément au IX de l'article D. 212-19 ;

« h) De ne pas remettre le passeport ou le document d'identification dans les cas prévus aux VII et VIII de l'article D. 212-19 ;

« i) D'introduire dans une exploitation ou de faire circuler un bovin non identifié conformément au point a de l'article 112 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et aux dispositions des actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement, en méconnaissance du point b du paragraphe 2 de son article 124 ;

« j) De détenir un animal de l'espèce bovine non identifié à l'issue du délai fixé par l'arrêté prévu au II de l'article D. 212-19 ;

« 2° Pour l'exploitant d'un établissement d'abattage, de ne pas transmettre le passeport ou le document d'identification, ou de ne pas signaler les différences éventuelles entre les mentions portées sur le passeport ou le document d'identification par rapport au numéro national d'identification, au sexe et au type racial de l'animal, en méconnaissance des dispositions du VIII de l'article D. 212-19 ;

« 3° Pour l'exploitant d'un établissement d'équarrissage, de ne pas transmettre le passeport ou le document d'identification ou de ne pas signaler les différences éventuelles entre les mentions du passeport ou du document d'identification par rapport au numéro national d'identification, au sexe et au type racial de l'animal, en méconnaissance des dispositions du VII de l'article D. 212-19. » ;

9° Les I à III de l'article R. 215-12 sont remplacés les dispositions suivantes :

« I.- Est puni de l'amende prévue par la contravention de la 3e classe le fait :

« 1° Pour un opérateur détenant un ou plusieurs ovins ou caprins :

« a) De détenir un animal des espèces ovine ou caprine non identifié à l'issue du délai fixé par l'arrêté prévu au I de l'article D. 212-27 ;

« b) De contrevenir aux règles d'identification des ovins et des caprins fixées au point a du paragraphe 1 de l'article 113 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et par les actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement ;

« c) De ne pas faire ré-identifier un ou plusieurs ovins ou caprins importés d'un pays tiers dans les conditions prévues à l'article 81 du règlement délégué (UE) 2019/2035 de la Commission du 28 juin 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives aux établissements détenant des animaux terrestres et aux couvoirs ainsi qu'à la traçabilité de certains animaux terrestres détenus et des œufs à couver ;

« d) De faire circuler entre deux exploitations distinctes un ou plusieurs ovins ou caprins non accompagnés du document de circulation prévu au point b du paragraphe 1 de l'article 113 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et par les actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement ;

« e) D'introduire dans une exploitation ou de faire circuler un ovin ou caprin non identifié conformément au point a du paragraphe 1 de l'article 113 règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et aux dispositions des actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement, en méconnaissance du point b du paragraphe 2 de son article 124 ;

« f) De ne pas s'assurer de la conformité de l'identification et des documents accompagnant le ou les animaux qu'il introduit dans son exploitation ou qu'il transporte en méconnaissance des dispositions des arrêtés mentionnés aux I et II de l'article D. 212-27 ;

« g) De contrevenir aux règles de maintien de l'identification ou ne pas signaler une anomalie d'identification, en méconnaissance du I de l'article D. 212-27 ;

« h) De ne pas procéder ou de ne pas être en mesure de justifier qu'il a été procédé à la transmission des informations relatives aux mouvements des ovins ou caprins conformément au point c du paragraphe 1 de l'article 113 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016, aux dispositions des actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement et aux dispositions des articles R. 212-14-3 et D. 212-14-7.

« 2° Pour l'exploitant d'un établissement d'équarrissage, de ne pas signaler toute anomalie d'identification constatée et de ne pas respecter les dispositions relatives au document d'enlèvement en méconnaissance des III et IV de l'article D. 212-27. » ;

10° Les I et II de l'article R. 215-13 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« I.- Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait :

« 1° Pour un opérateur détenant des porcs :

« a) De contrevenir aux règles d'identification des porcins définies au point a de l'article 115 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et par les actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement ;

« b) D'introduire dans une exploitation ou de faire circuler un porc non identifié conformément au point a de l'article 115 règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et aux dispositions des actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement, en méconnaissance du point b du paragraphe 2 de son article 124 ;

« c) D'introduire dans une exploitation ou de faire circuler un porc sans le document de circulation prévu au point b de l'article 115 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 ;

« d) De ne pas transmettre les informations relatives aux mouvements des animaux de l'espèce porcine à la base de données mentionnée au paragraphe 1 de l'article 109 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016, aux dispositions des actes délégués et d'exécution prévus par ce règlement et aux dispositions des articles R. 212-14-3 et D. 212-14-7.

« 2° Pour un collecteur de cadavres de porcs, de ne pas notifier au gestionnaire de la base de données nationale d'identification les informations concernant la collecte de cadavres d'animaux, en méconnaissance des dispositions du III de l'article D. 212-37. » ;

11° Les articles R. 215-14 et R. 215-15 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art. R. 215-14.-* I.- Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait :

« 1° De procéder à l'identification d'un équidé sans être inscrit sur la liste prévue à l'article L. 212-9 ;

« 2° De détenir un équidé non identifié à l'issue du délai fixé par l'arrêté prévu à l'article D. 212-47 ;

« 3° De céder à titre onéreux ou gratuit un équidé jusqu'alors non identifié, sans avoir fait procéder au préalable à son identification ;

« 4° De céder à titre onéreux ou gratuit un équidé sans avoir délivré immédiatement au nouveau propriétaire la carte d'immatriculation endossée ;

« 5° Pour tout nouveau propriétaire d'équidé, de ne pas avoir adressé la carte d'immatriculation au gestionnaire du fichier central, dans les trente jours suivant la mutation, en méconnaissance des dispositions de l'article D. 212-50 ;

« 6° Pour tout propriétaire ou détenteur d'équidé identifié, de n'avoir pas remis au gestionnaire du fichier central la carte d'immatriculation de l'équidé, dans les trente jours après la mort de l'animal, en méconnaissance du dernier alinéa de l'article D. 212-50 ;

« 7° Pour tout propriétaire ou opérateur détenant un équidé présenté à l'abattoir, de n'avoir pas remis à l'exploitant ou au gestionnaire de l'établissement d'abattage les documents prévus par l'article 43 du règlement d'exécution (UE) 2021/963 de la Commission du 10 juin 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429, (UE) 2016/1012 et (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'identification et l'enregistrement des équidés et établissant des modèles de document d'identification de ces animaux ;

« 8° Pour tout exploitant ou gestionnaire d'un établissement d'abattage, d'abattre un équidé non identifié, sauf si son abattage est autorisé en application du II de l'article L. 221-4 ou en application du paragraphe 2 de l'article 43 du règlement d'exécution (UE) 2021/963 du 10 juin 2021 ;

« 9° De contrevenir aux règles d'identification des équidés définies par le chapitre II du règlement d'exécution (UE) 2021/963 du 10 juin 2021 ;

« 10° De faire attribuer une nouvelle identité à un équidé déjà identifié ;

« 11° De retenir le document d'identification unique à vie d'un équidé ;

« 12° Pour tout opérateur détenant un ou plusieurs équidés, de faire circuler un équidé non identifié ou non accompagné du document d'identification unique à vie délivré conformément au point c du paragraphe 1 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016, sans respecter les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 43 du règlement d'exécution (UE) 2021/963 du 10 juin 2021 ;

« 13° Pour tout exploitant d'un établissement d'équarrissage, de ne pas respecter les obligations prévues au paragraphe 2 de l'article 27 du règlement (UE) 2021/963 du 10 juin 2021 en cas de mort ou perte d'un équidé.

« II.- Est puni de l'amende prévue pour la contravention de la 5e classe le fait, pour tout opérateur détenant un ou plusieurs équidés, de ne pas se déclarer, en méconnaissance de l'article D. 212-46 ou de ne pas signaler, toute modification des informations déclarées.

« Les personnes physiques coupables de l'infraction prévue au présent II encourent également les peines complémentaires prévues par les 8° et 9° de l'article 131-16 du code pénal.

« Les personnes morales déclarées responsables pénalement de l'infraction prévue au présent II encourent également les peines complémentaires prévues par les 8° et 9° de l'article 131-16 du code pénal en application de l'article 131-43 du même code.

« La récidive de ces contraventions est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

« *Art. R. 215-15.-* I. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait :

« 1° De procéder à l'identification d'un camélidé en méconnaissance des dispositions de l'article D. 212-61 ;

« 2° De détenir un camélidé non identifié à l'issue du délai fixé par l'arrêté mentionné à l'article D. 212-61 ;

« 3° De céder à titre onéreux ou gratuit un camélidé jusqu'alors non identifié, sans avoir fait procéder au préalable à son identification ;

« 4° De contrevenir aux règles d'identification des camélidés définies par l'article 73 du règlement délégué (UE) 2019/2035 du 28 juin 2019 ;

« 5° De faire attribuer une nouvelle identité à un camélidé déjà identifié.

« II. - Est puni de l'amende prévue pour la contravention de la 5e classe le fait, pour toute personne détenant un ou plusieurs camélidés, de ne pas se déclarer conformément aux dispositions de l'article D. 212-58 ou de ne pas signaler, conformément aux dispositions de l'article D. 212-58-1, toute modification des informations déclarées.

« Les personnes physiques coupables de l'infraction prévue au présent II encourent également les peines complémentaires prévues par les 8° et 9° de l'article 131-16 du code pénal.

« Les personnes morales déclarées responsables pénalement de l'infraction prévue au présent II encourent également les peines complémentaires prévues par les 8° et 9° de l'article 131-16 du code pénal en application de l'article 131-43 du même code.

« La récidive de ces contraventions est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

« *Art. R. 215-16.-* Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe, le fait :

« 1° De céder un carnivore domestique sans procéder à son identification, en méconnaissance des dispositions de l'article L. 212-10 ;

« 2° Dans un département infecté par la rage, de ne pas procéder à l'identification des carnivores domestiques dans les conditions prévues par l'article D. 212-70 ;

« 3° De procéder ou faire procéder au marquage des carnivores domestiques par un procédé ou dans des conditions sanitaires autres que celles prévues par l'article D. 212-63 ;

« 4° De procéder ou faire procéder au marquage des carnivores domestiques par une personne autre que les personnes habilitées mentionnées à l'article D. 212-65 ;

« 5° De procéder à l'identification des dits animaux sans respecter les formalités prévues au 1° de l'article D. 212-68 ;

« 6° De céder un carnivores domestique sans respecter les formalités prévues au 2° de l'article D. 212-68 ;

« 7° De détenir un carnivore domestique non identifié conformément aux dispositions de l'article D. 212-63.

« Art. R. 215-17.- Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait, pour un opérateur détenant des animaux des espèces avicoles, de méconnaître l'obligation de déclaration prévue au deuxième alinéa de l'article D. 212-77-1.

« Art. R. 215-18.- Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de distribuer un matériel ou un procédé d'identification non agréé conformément aux articles D. 212-72 et D. 212-74. »

Article 4

Le titre II du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Dans son intitulé, les mots : « dangers zoonosanitaires » sont remplacés par les mots : « maladies animales réglementées » ;

2° A l'article R. 221-4, après les mots : « de chasse » sont insérés les mots : « ou de pêche » et le mot : « réglementée » est remplacé par les mots : « animale mentionnée à l'article L. 221-1 » ;

3° L'intitulé du chapitre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Agrément et obligations des opérateurs détenant des animaux ou exerçant des activités de reproduction animale » ;

4° La section 1 du chapitre II est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 1

« Dispositions générales

« Art R. 222-1.- I.- Les agréments mentionnés aux articles L. 222-1 et L. 222-2 sont délivrés par le préfet du département du lieu d'implantation de l'établissement qui y est soumis.

« Un numéro d'agrément est délivré à chaque établissement agréé.

« II. - Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise le contenu de la demande d'agrément et les modalités d'instruction des demandes. » ;

5° Les sections 2 et 3 du chapitre II sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Section 2

« Dispositions spécifiques

« Sous-section 1

« Opérateurs d'établissements aquacoles non soumis à agrément

« Art. R. 222-2.- Les opérateurs d'établissements aquacoles mentionnés au paragraphe 2 de l'article 176 du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 et à l'article 4 du règlement délégué (UE) 2020/691 de la Commission du 30 janvier 2020 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dispositions applicables aux établissements aquacoles et aux transporteurs d'animaux aquatiques, qui ne présentent pas un risque important de propagation et de transmission de maladies animales, sont dispensés de l'obligation d'agrément prévu au paragraphe 1 du même article.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les cas dans lesquels les établissements sont réputés présenter un risque important de propagation et de transmission de maladies animales. »

« Sous-section 2

« Les centres de rassemblement ne recevant et n'expédiant des ongulés et des volailles qu'au sein du territoire national

« Art. R. 222-3.- Les centres de rassemblement ne recevant et n'expédiant des ongulés et des volailles qu'au sein du territoire national sont agréés pour cinq ans par le préfet de département du lieu d'implantation de l'établissement, sur demande du responsable de ce centre.

« Cet agrément est subordonné au respect des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'agriculture et portant sur :

- « a) Les caractéristiques des installations et des équipements du centre de rassemblement ;
- « b) Les compétences du personnel du centre de rassemblement affecté à l'entretien et à la manipulation des animaux ;
- « c) L'identification, la traçabilité des animaux et la notification de leurs mouvements aux gestionnaires des bases de données ;
- « d) La surveillance et la maîtrise sanitaires des animaux et du centre de rassemblement.

« Un numéro d'agrément est délivré à chaque centre de rassemblement.

« L'agrément devient caduc lorsque l'activité n'a pas été exercée dans les trois années suivant sa délivrance ou lorsque son titulaire cesse d'exercer son activité pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

« Art. R. 222-4.- Lorsque le préfet estime que l'un des éléments du dossier de demande d'agrément est insuffisant ou irrégulier, il invite le demandeur à compléter ou régulariser celui-ci.

« Il peut délivrer un agrément provisoire valable pour une durée maximale de trois mois, renouvelable une fois sur demande de son titulaire, pendant laquelle un agent mentionné à l'article R. 220-1 s'assure, par une visite sur place, de la bonne exécution des obligations que le responsable du centre de rassemblement s'est engagé à remplir.

« Toute modification envisagée concernant l'établissement ou son fonctionnement entraînant une modification substantielle des éléments apportés dans le cadre de la demande d'agrément doit être préalablement portée à la connaissance du préfet.

« *Art. R. 222-5.-* Toute modification apportée au centre de rassemblement ou à son fonctionnement entraînant un changement substantiel des éléments qui constituent le dossier ayant donné lieu à agrément doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

« Le préfet peut imposer :

« 1° Soit des prescriptions nécessaires à la mise en conformité des installations avec les dispositions de la présente section ;

« 2° Soit le dépôt d'une nouvelle demande d'agrément.

« Sous-section 3

« *Les autres activités professionnelles relatives à la reproduction des animaux soumises à agrément à des fins sanitaires*

« *Art. R. 222-6.-* Sont subordonnées à l'obtention de l'agrément sanitaire prévu au II de l'article L. 222-1 :

« 1° Les centres de collecte, de traitement ou de stockage de sperme, d'ovocytes ou d'embryons frais, réfrigérés ou congelés pour les espèces bovine, ovine, caprine, porcine et équine ;

« 2° Les équipes de collecte ou de production d'embryons pour les espèces bovine, ovine, caprine, porcine et équine ;

« 3° L'activité de vétérinaire responsable de centre de collecte de sperme mentionné au 1° ou d'équipe de production d'embryons mentionnée au 2°.

« Conformément à l'article L. 653-10, l'activité de mise en place de la semence en monte publique artificielle des bovine, ovins et caprins est subordonnée à la détention, par le centre de mise en place, de l'agrément en qualité de centre de collecte ou de centre de stockage de sperme.

« *Art. R. 222-7.-* Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture définit les modalités selon lesquelles les données sanitaires relatives aux animaux reproducteurs présents dans les stations de quarantaine, centres de collecte de sperme ou centres de stockage de semence, recueillies en application du présent chapitre, les données relatives aux déplacements de ces animaux entre ces établissements ainsi que les données relatives au contrôle de la qualité des embryons sont centralisées dans une base de données nationale ainsi que les modalités de fonctionnement de cette base et les conditions d'accès et d'utilisation de ces données.

« *Art. R. 222-8.-* Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe les conditions sanitaires que doivent remplir les reproducteurs mâles pour être livrés à la monte publique naturelle. Ces conditions concernent notamment le statut sanitaire de ce reproducteur et des exploitations dans lesquelles celui-ci a été gardé, ainsi que la nature et la fréquence des contrôles sanitaires subis par ce reproducteur. »

6° La section 4 du chapitre II devient la section 3 du même chapitre ;

7° A l'article R. 223-3, le mot : « national » est supprimé ;

8° L'article R. 223-4 est abrogé ;

9° L'article R. 223-4-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 223-4-1.- Les éleveurs et détenteurs s'animaux sont tenus d'apporter leur concours et de répondre à toute demande effectuée par un agent mentionné à l'article R. 220-1 dans le cadre de l'enquête épidémiologique. » ;

10° Les articles R. 223-5 à R. 223-8 sont abrogés ;

11° A l'article R. 223-9, les mots : « classée parmi les dangers sanitaires de première catégorie ou parmi les dangers sanitaires de deuxième catégorie faisant l'objet d'une réglementation » sont remplacés par les mots : « animale mentionnée à l'article L. 221-1 » ;

12° A l'article R. 223-11, le mot : « réglementées » est remplacé par les mots : « animales mentionnées à l'article L. 221-1 » ;

13° Au premier alinéa de l'article R. 223-12, les mots : « de maladie réglementée » sont remplacés par les mots : « d'une maladie animale mentionnée à l'article L. 221-1 » et la dernière phrase est supprimée ;

14° Les articles R. 223-15 et R. 223-17 sont abrogés ;

15° Le paragraphe 4 de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre III est abrogé ;

16° Le paragraphe 2 de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre III est abrogé ;

17° A l'article R. 223-27, les mots : « l'établissement agréé » sont remplacés par les mots : « les établissements agréés » ;

22° Aux articles R. 223-32 et R. 223-33, les mots : « dispositions de l'article R. 223-35 » sont remplacés par les mots : « mesures de surveillance arrêtées par le ministre chargé de l'agriculture » ;

23° Les articles R. 223-34 à R. 223-36 sont abrogés ;

24° L'article R. 223-37 est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « prises au titre de l'article R. 223-35 » sont remplacés par les mots : « de surveillance arrêtées par le ministre chargé de l'agriculture » ;

b) Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les départements officiellement indemnes de rage, les chiens et chats cédés par le gestionnaire de la fourrière au refuge sont soumis à une surveillance sanitaire permettant d'écarter toute suspicion de rage. Les modalités de cette surveillance, au cours de laquelle la vaccination est interdite, sont définies par arrêté du ministre chargé de l'agriculture. » ;

25° Les sous-sections 3 et 4 de la section 2 du chapitre III sont abrogées ;

26° L'article R. 224-1 est ainsi modifié :

a) Au 5°, les mots : « Corps des contrôleurs sanitaires » sont remplacés par les mots : « Préposés sanitaires contractuels » ;

b) Il est complété par un 6° ainsi rédigé :

« 6° Adjoints techniques ayant la qualité d'agents du ministère chargé de l'agriculture. » ;

27° L'article R. 228-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « dispositions des textes réglementaires pris en application de l'article L. 221-1 » sont remplacés par les mots : « mesures prises en application de l'article L. 221-1-1 » ;

b) Au second alinéa, les mots : « dispositions règlementaires » sont remplacés par le mot : « mesures » et la référence à l'article L. 221-1 est remplacée par une référence à l'article L. 221-1-1 ;

28° A l'article R. 228-2, le mot : « réglementée » est remplacé par le mot : « contagieuse » ;

29° L'article R. 228-5 est abrogé ;

30° L'article R. 228-6 est ainsi modifié :

a) Les 3° et 4° sont abrogés ;

b) Au 5°, les mots : « au sens du b du 1 de l'article 3 de la directive 2006/88/CE du 24 octobre 2006 » sont supprimés et les mots : « déclaration de toute hausse de mortalité constatée dans les conditions prévues à l'article R. 223-4-1 » sont remplacés par les mots : « notification prévue au point c du paragraphe 1 de l'article 18 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 » ;

31° A l'article R. 228-7, la référence à l'article R. 228-5 est supprimée ;

32° L'article R. 228-8 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 4° du II, les mots : « au sens de l'article R. 223-25 » sont remplacés par les mots : « mentionné à l'article L. 223-10 » ;

b) Le a) du 4° du II est remplacé par les dispositions suivantes :

« a) Ne pas soumettre son animal aux visites vétérinaires lorsque celles-ci sont prescrites par les mesures adoptées conformément à l'article L. 221-1-1, sans autorisation du préfet ; » ;

c) Il est complété par un III ainsi rédigé :

« III.- Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de ne pas respecter les obligations de déclaration ou des mesures de surveillance et d'abattage mentionnées à l'article L. 223-9. » ;

33° A l'article R. 228-9, le mot « national » est supprimé ;

34° L'article R. 228-10 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 228-10.- Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de dissimuler des informations de nature épidémiologique utiles à l'enquête et aux recherches ordonnées dans le cadre d'un plan d'intervention sanitaire d'urgence prévu à l'article L. 201-5, et de ne pas respecter, en cas de maladie réglementée faisant l'objet d'un plan d'intervention sanitaire d'urgence prévu à l'article L. 201-5, les mesures relatives à la circulation des personnes et des véhicules prévues par ce plan. » ;

35° Au 5° de l'article R. 228-11, les mots : « prévues au chapitre II de l'annexe II du règlement (CE) n° 1774/2002 » sont remplacés par les mots : « d'hygiène applicables aux conteneurs et véhicules prévues par les articles 21 et 25 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen

et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine » ;

36° L'article R. 228-12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. R. 228-12.* - Est puni de la peine prévue pour les contraventions de la 5^e classe le fait d'exploiter un établissement mentionné à l'article L. 222-2 sans disposer de l'agrément requis ou alors que cet agrément a été suspendu ou retiré. » ;

37° L'article R. 228-13 est ainsi modifié :

a) Le I est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. - Est puni de la contravention de la cinquième classe, le fait de recevoir ou de délivrer des produits germinaux qui ne répondent pas aux conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 157 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016. » ;

b) Au II, la référence à l'article D. 222-5 est remplacée par une référence à l'article R. 222-8 ;

c) Le III est abrogé ;

d) Au dernier alinéa, les mots : « trois premiers alinéas » sont remplacés par les mots : « I et II ».

Article 5

Le titre III du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article R. 231-13 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du I, les mots : « du II de l'article L. 221-4 » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 212-1 » ;

b) Au 12° du I, les mots : « 45 à 49 » sont remplacés par les mots : « 46 à 48 » ;

c) Au II, les références : « L. 212-6 à L. 212-12 » sont remplacées par les références : « L. 212-1 et L. 212-7 à L. 212-12 » ;

2° La sous-section 2 de la section 2 du chapitre III est abrogée ;

3° A l'article R. 236-1, les mots : « figurant sur la liste des dangers sanitaires de première ou de deuxième catégorie » sont remplacés par les mots : « animale réglementée mentionnée à l'article L. 221-1 ou pour laquelle des mesures sont prévues par un accord bilatéral », et le mot : « est » est remplacé par les mots : « peut être » ;

4° La sous-section 2 de la section 3 du chapitre VI est abrogée.

Article 6

Le titre IV du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article R. 241-96 est abrogé ;

2° A l'article R. 242-35, la dernière phrase du quatrième alinéa est supprimée.

Article 7

Le titre V du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° A l'article R. 257-1 du code rural et de la pêche maritime, la référence au 3° de l'article R. 257-1 est remplacée par une référence au 2° du même article ;

2° Au 3° de l'article R. 257-2, la référence au 3° de l'article R. 257-1 est remplacée par une référence au 2° du même article.

Article 8

Le titre VII du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Aux articles R. 271-11, R. 272-7, R. 273-7 et R. 274-7, les mots : « prévues par l'article R. 223-35 » sont remplacés par les mots : « arrêtées en application de l'article L. 221-1-1 » ;

2° L'article R. 274-3 est ainsi modifié :

a) Les 3° à 11° sont abrogés ;

b) Le 12° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 12° Les articles D. 212-46 à D. 212-51 et les articles D. 212-58 à D. 212-62 » ;

3° Après l'article R. 274-4, il est inséré une section 1 bis ainsi rédigée :

« Section Ibis

« Responsabilités des personnes autres que l'Etat dans la surveillance, la prévention et la lutte contre les dangers zoonositaires

« Art. R. 274-4-1.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs animaux notifie au préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon toute mortalité anormale, toute baisse significative de la production animale sans cause déterminée ou tout autre signe de maladie grave. » ;

4° A l'article R. 274-33, les références : « D. 274-12 et D. 274-13 » sont remplacées par les références : « D. 274-10 à D. 274-13 » ;

5° L'article R. 274-35 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« 10° Le fait de ne pas déclarer une mortalité anormale, une baisse significative de la production animale ou tout autre signe de maladie grave, en méconnaissance des dispositions de l'article R. 274-4-1.

« La récidive de ces contraventions est punie conformément au premier alinéa de l'article 132-11 du code pénal. »

Article 9

A l'article R. 361-50 du code rural et de la pêche maritime, les mots : « aux réseaux sanitaires reconnus » sont remplacés par les mots : « au titre des programmes sanitaires d'intérêt collectif ».

Article 10

Le titre V du Livre VI du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article R. 653-14 est ainsi modifié :

a) Au 3° du II, les références : « D. 212-51 à R. 212-53 » sont remplacées par les références : « D. 212-46 à D. 212-53 » ;

b) Il est complété par un 13° ainsi rédigé :

« 13° Il tient le fichier national des équidés qui contient en outre les données sanitaires et zootechniques relatives à ces équidés. » ;

2° Aux articles R. 653-93 et R. 653-94, la référence à l'article L. 222-1 est remplacée par une référence au II du même article.

Article 11

L'article R. 655-1 du code pénal est abrogé.

Article 12

I.- A l'article R. 2122-1 du code de la commande publique, les mots : « dangers sanitaires définis aux 1° et 2° de l'article L. 201-1 du code rural et de la pêche maritime » sont remplacés par les mots : « dangers sanitaires mentionnés au 3° du I, au 1° du II et au 1° du III de l'article L. 201-1 du code rural et de la pêche maritime » ;

II.- A l'article R. 241-25 du code forestier, la référence aux articles L. 212-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime est remplacée par une référence aux articles L. 212-1 et suivants du même code.

Article 13

Le 1° de l'article R. 215-15 du code rural et de la pêche maritime dans sa rédaction issue de l'article 2 du présent décret est abrogé à compter du 21 avril 2024.

Article 14

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer chargé des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par la Première ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la
souveraineté alimentaire,

Marc FESNEAU

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald DARMANIN

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eric DUPOND-MORETTI

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'intérieur et des outre-mer, chargé des
outre-mer,
Philippe VIGIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture et de la
souveraineté alimentaire

Décret n° du
relatif aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales
transmissibles

NOR : [...]

Publics concernés : propriétaires et détenteurs d'animaux, de produits germinaux, de produits d'origine animale, de sous-produits animaux ou de produits dérivés, opérateurs chargés de la surveillance, de la prévention et de la lutte contre les maladies animales, opérateurs chargés de la mise en œuvre et du contrôle des règles d'identification et de traçabilité des animaux.

Objet : adaptation des dispositions réglementaires des livres II, III et VI du code rural et de la pêche maritime

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication à l'exception des dispositions des 23 et 24° de l'article 2, relatifs à l'identification des camélidés, qui entrent en vigueur le 21 avril 2024.

Notice : le décret apporte à la partie réglementaire des livres II, III et VI du code rural et de la pêche maritime les adaptations et modifications rendues nécessaires par l'entrée en application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ainsi que ses actes délégués et d'exécution, et de l'ordonnance n° 2021-1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles dans les domaines de la prévention et de la lutte contre les maladies animales transmissibles, de l'identification et de la traçabilité des animaux et des règles d'organisation de l'enregistrement et de l'agrément des exploitations. Il permet également de corriger les erreurs matérielles et d'abroger les dispositions devenues sans objet compte tenu de l'entrée en vigueur de ces dispositions. Il adapte le titre VII aux évolutions induites par le règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 et ses actes délégués et d'exécution, prévoit une adaptation pour les délais d'identification des animaux dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et rend applicables, avec les adaptations nécessaires, certaines dispositions applicables en métropole en vertu des règlements précités à Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Références : le code rural et de la pêche maritime modifié par le présent décret peut être consulté dans sa version issue de cette modification sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ; Vu le règlement (UE) n° 223/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 relatif au Fonds européen d'aide aux plus démunis ;

Vu le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

Vu le règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 228/2013, (UE) n° 652/2014 et (UE) no 1143/2014 et abrogeant les directives du Conseil 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 2000/29/CE, 2006/91/CE et 2007/33/CE ;

Vu le règlement délégué (UE) 2019/2035 de la Commission du 28 juin 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives aux établissements détenant des animaux terrestres et aux couvoirs ainsi qu'à la traçabilité de certains animaux terrestres détenus et des œufs à couver ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la traçabilité de certains animaux terrestres détenus ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/963 de la Commission du 10 juin 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429, (UE) 2016/1012 et (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'identification et l'enregistrement des équidés et établissant des modèles de document d'identification de ces animaux ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article D. 266-8 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre II ;

Vu la saisine du conseil départemental de Guadeloupe en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du [XX]

Vu la saisine de l'assemblée de Guyane en date du [XX] ;

Vu la saisine de l'assemblée de Martinique en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil départemental de La Réunion en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil régional de La Réunion en date du [XX]

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du [XX] ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du [XX],

Décète :**Article 1^{er}**

Le titre préliminaire du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article D. 200-2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 200-2.* - Le Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale, placé auprès du ministre chargé de l'agriculture, est consulté sur :

« - la liste des maladies animales définies en application du 3° de l'article L. 221-1 ;

« - les mesures que le ministre chargé de l'agriculture envisage de prendre sur le fondement de l'article 269 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 ;

« - les mesures que le ministre chargé de l'agriculture envisage de prendre sur le fondement des articles 29, 31 ou 52 du règlement (UE) 2016/2031 du 26 octobre 2016 ;

« - la liste des organismes nuisibles aux végétaux définis en application du 6° de l'article L. 251-3 ;

« - les programmes sanitaires d'intérêt collectif de prévention, de surveillance et de lutte contre certains dangers sanitaires reconnus ou étendus sur l'ensemble du territoire national dans un objectif de cohérence nationale en application de l'article L. 201-10 ;

« - les dispositions du code de déontologie vétérinaire ;

« - la liste des programmes sanitaires d'intérêt collectif approuvés pour lesquels l'adhésion est une condition préalable à une certification sanitaire en vue des exportations vers les pays tiers ;

« - les plans d'intervention sanitaire d'urgence de portée nationale en santé végétale et animale.

« Il est consulté sur les orientations en matière de politique sanitaire animale et végétale. Il peut être consulté sur les projets de mesure réglementaire en matière de protection et de santé des animaux et des végétaux ou sur toute autre question relative à la santé et à la protection des animaux et des végétaux. Il peut également être consulté par le ministre chargé de l'agriculture sur toute question relative à l'identification des animaux. » ;

2° L'article D. 200-5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 200-5.* - Le conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale placé auprès du préfet de région est consulté sur les programmes sanitaires d'intérêt collectif de prévention, de surveillance et de lutte contre les dangers sanitaires en vue de leur reconnaissance ou de leur extension sur tout ou partie du territoire de la région en application de l'article L. 201-10.

« Il peut être consulté sur toute autre question relative à la santé et à la protection des animaux et des végétaux. » ;

3° A l'article D. 200-6, les mots : « de l'association sanitaire régionale » sont supprimés ;

4° L'article D. 201-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 201-1.* - Par dérogation au deuxième alinéa de l'article D. 200-2, le ministre chargé de l'agriculture peut, sans consultation préalable du Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale, inscrire sur la liste des maladies animales établies en application du 3° de l'article L. 221-1, un danger sanitaire qui apparaît pour la première fois sur le territoire national, pour une période maximale de trois ans. » ;

5° L'article D. 201-4 est abrogé ;

6° A l'article D. 201-5-1, le mot : « national » et les mots : « défini par le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC et » sont supprimés ;

7° L'article D. 201-7 est ainsi modifié :

a) Les II et III sont abrogés ;

b) Au V, les mots : « lorsque le risque sanitaire concerne les végétaux et celle » sont remplacés par les mots : « lorsqu'est en cause un danger phytosanitaire et l'autorité administrative. » ;

8° Les articles D. 201-30 à D. 201-36 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 201-30.-* La reconnaissance d'un programme sanitaire d'intérêt collectif de prévention, de surveillance ou de lutte contre un danger sanitaire est accordée, sur demande d'une personne mentionnée au I de l'article L. 201-10, par le préfet de région après avis du Conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale ou, lorsque le programme concerne plusieurs régions ou qu'un programme ayant le même objet est déjà reconnu, par le ministre chargé de l'agriculture après avis du Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale.

« Le programme prévoit :

« 1° Le détail des mesures de surveillance, de prévention et ou de lutte envisagées contre le danger sanitaire que doivent respecter les propriétaires ou détenteurs d'animaux, de végétaux ou de produits végétaux, d'aliments pour animaux ou de denrées alimentaires d'origine animale ;

« 2° La liste des données épidémiologiques recueillies dans le cadre du programme et les modalités de leur transmission à l'autorité administrative ou à son délégataire ;

« 3° La durée du programme sanitaire d'intérêt collectif ;

« 4° Le cas échéant, les certificats ou attestations sanitaires délivrés dans le cadre du programme ;

« 5° La réalisation régulière d'un bilan des actions conduites dans le cadre du programme adressé à l'autorité administrative et au terme de la durée de reconnaissance.

« II. - Toute modification apportée à un programme sanitaire d'intérêt collectif reconnu est transmise à l'autorité administrative l'ayant reconnu, qui peut s'y opposer dans un délai de deux mois. Cette modification est requise dans l'hypothèse où compte tenu de l'évolution de la réglementation, certains éléments du programme sont devenus contraires à cette réglementation.

« III.- La reconnaissance du programme sanitaire d'intérêt collectif peut être suspendue, ou retirée, lorsque tout ou partie des conditions auxquelles elle est subordonnée ne sont plus remplies.

« *Art. D. 201-31.-* Pour l'application du II de l'article L. 201-10, l'autorité administrative s'assure que :

« 1° Le risque que présente le danger sanitaire visé par le programme est avéré pour les espèces concernées dans l'aire géographique couverte par le programme ;

« 2° La mise en œuvre de mesures collectives est nécessaire pour maîtriser le risque ;

« 3° Le programme n'entraîne pas d'entraves non justifiées aux mouvements d'animaux, de végétaux ou de leurs produits sur le territoire national.

« La décision de reconnaissance précise les périodes à l'issue desquelles le bilan des actions conduites doit être adressé à l'autorité compétente.

« *Art. D. 201-33.* - Le ministre chargé de l'agriculture tient une liste des programmes sanitaires d'intérêt collectif reconnus et étendus. Cette liste indique, le cas échéant, les programmes qui prévoient des conditions préalables à une certification sanitaire en vue des exportations vers les pays tiers.

« Il est mis fin à la reconnaissance d'un programme sanitaire d'intérêt collectif lorsque celui-ci n'est pas mis en œuvre pendant une durée de deux ans à compter de cette reconnaissance. » ;

8° La sous-section 5 de la section 3 du chapitre I^{er} est abrogée.

Article 2

Le titre Ier du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'intitulé de la section 2 du chapitre II est remplacé par l'intitulé : « Identification et enregistrement des animaux » ;

2° Au début de la section 2 du chapitre II, il est rétabli une sous-section 1 ainsi rédigée :

« Sous-section 1

« Dispositions communes

« *Art. D. 212-14-7.* - Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe, pour chaque espèce ou groupe d'espèces, le délai maximum dans lequel les données relatives au nom et à l'adresse des propriétaires ou détenteurs successifs sont mises à jour par les opérateurs au sens du point 24 de l'article 4 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016 à chaque entrée et sortie de leur établissement. » ;

3° L'intitulé de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre II est remplacé par l'intitulé : « Dispositions applicables aux espèces bovine, ovine, caprine et porcine » ;

4° L'article D. 212-16-1 est abrogé ;

5° A l'intitulé du paragraphe 2 de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre II, les mots : « au cheptel bovin » sont remplacés par les mots : « aux bovins » ;

6° Les articles D. 212-17 et D. 212-18 sont abrogés ;

7° l'article D. 212-19 est ainsi modifié :

a) Au I, les mots : « détenteur d'un ou de » sont remplacés par les mots : « opérateurs détenant un ou », les mots : «, à l'exclusion des transporteurs et des personnes responsables ou propriétaires de centres de rassemblement, » sont supprimés et les trois derniers alinéas sont supprimés ;

b) Les II à IX sont remplacés par les dispositions suivantes :

« II.- En application de l'article 19 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement

européen et du Conseil en ce qui concerne la traçabilité de certains animaux terrestres détenus, tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins est tenu de procéder au remplacement des moyens d'identification prévus par l'article 38 du règlement délégué (UE) 2019/2035 de la Commission du 28 juin 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives aux établissements détenant des animaux terrestres et aux couvoirs ainsi qu'à la traçabilité de certains animaux terrestres détenus et des œufs à couver lorsqu'ils sont devenus illisibles ou ont été perdus.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les délais d'apposition des moyens d'identification et le délai dans lequel ceux-ci sont remplacés, le cas échéant, ainsi que les modalités selon lesquelles les anomalies d'identification sont signalées.

« III.- Tout opérateur détenant un bovin ne peut faire circuler celui-ci sur le territoire national qu'accompagné de son passeport.

« IV.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins est tenu de s'assurer que le numéro national d'identification de l'animal, son sexe et son type racial correspondent aux mentions portées sur le passeport.

« V.- Tout opérateur détenant un bovin doit être en mesure de présenter immédiatement le passeport du bovin détenu ou tout élément de nature à établir qu'un tel document a été demandé.

« VI.- Pour tout bovin importé d'un pays tiers ou en provenance d'un État membre de l'Union européenne un passeport est délivré sur demande de l'opérateur, excepté dans les situations suivantes :

« 1° Le bovin est accompagné d'un certificat sanitaire pour abattage ;

« 2° Le bovin est en transit ou en transhumance.

« Pour les bovins mentionnés aux 1° et 2°, le document d'identification émis par le pays d'origine tient lieu de passeport.

« VII.- En cas d'enlèvement d'un cadavre par un établissement d'équarrissage, le passeport du bovin, ou son document d'identification pour un bovin en provenance d'un pays tiers ou d'un autre État membre, est remis à l'exploitant de cet établissement, lequel doit s'assurer que le numéro national d'identification de l'animal, son sexe et son type racial correspondent aux mentions portées sur le passeport ou le document d'identification et le transmettre, en signalant les différences éventuelles, au préfet du département dans lequel l'établissement est situé.

« VIII.- En cas d'introduction de l'animal dans un établissement d'abattage, le passeport du bovin, ou son document d'identification pour un bovin en provenance d'un pays tiers ou d'un autre État membre, est remis à l'exploitant de l'établissement, lequel doit avant l'abattage s'assurer que le numéro national d'identification de l'animal, son sexe et son type racial correspondent aux mentions portées sur le passeport ou le document d'identification, et le transmettre, en signalant les différences éventuelles, au vétérinaire officiel de l'abattoir.

« IX.- Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les caractéristiques et les modalités d'édition du passeport dont il fixe le modèle, ainsi que les modalités selon lesquelles sont déclarées les anomalies relevées sur le passeport ou la perte de ce document. » ;

8° Les articles D. 212-20, D. 212-21 et D. 212-23 à D. 212-25 sont abrogés ;

9° A l'article D. 212-26, les mots : « détenteur d'un ou de » sont remplacés par les mots : « opérateurs détenant un ou », et les mots : «, à l'exception des transporteurs et des personnes responsables ou des propriétaires de centres de rassemblement, » et « d'exploitation selon les modalités définies par arrêté du ministre chargé de l'agriculture » sont supprimés ;

10° L'article D. 212-27 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 212-27.- I.- En application de l'article 19 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 du 24 mars 2021, tout opérateur détenant un ou plusieurs ovins ou caprins est tenu de procéder au remplacement des moyens d'identification prévus par l'article 45 du règlement délégué (UE) 2019/2035 du 28 juin 2019 lorsqu'ils sont devenus illisibles ou ont été perdus.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les délais d'apposition des moyens d'identification et le délai dans lequel ceux-ci sont remplacés, le cas échéant, ainsi que les modalités selon lesquelles les anomalies d'identification sont signalées.

« II.- Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe le modèle du document de circulation édicté conformément à l'article 50 du règlement délégué (UE) 2019/2035 du 28 juin 2019, et en précise les modalités d'utilisation et de conservation, ainsi que les modalités selon lesquelles les opérateurs signalent toute anomalie relevée dans les documents de circulation des animaux.

« III.- Lors de l'enlèvement d'un cadavre d'ovin ou de caprin, l'exploitant de l'établissement d'équarrissage signale au préfet toute anomalie d'identification qu'il constate.

« IV.- Les informations devant figurer sur le document commercial ou le certificat sanitaire qui accompagne l'enlèvement d'un cadavre d'ovin ou de caprin en application du paragraphe 2 de l'article 21 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine sont précisées et complétées en tant que de besoin par arrêté du ministre chargé de l'agriculture. » ;

11 Les articles D. 212-28 à D. 212-31 et les articles D. 212-33 et D. 212-34 sont abrogés ;

12° Les intitulés des sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 4 de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre II sont supprimés ;

13° L'article D. 212-35 est ainsi modifié :

a) Les mots : « détenteur de » sont remplacés par les mots : « opérateurs détenant un ou plusieurs » ;

b) Les mots : «, ainsi que tout collecteur de cadavres de porcins à l'exclusion des transporteurs et des personnes responsables ou des propriétaires de centres de rassemblement, » et les mots : « d'exploitation qui lui est propre » sont supprimés ;

c) Le dernier alinéa est supprimé ;

14° L'article D. 212-36 est abrogé ;

15° L'article D. 212-37 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 212-37.- I.- En application de l'article 19 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 du 24 mars 2021, tout opérateur détenant un ou plusieurs porcins est tenu de procéder au

remplacement des moyens d'identification prévus par l'article 52 du règlement délégué (UE) 2019/2035 du 28 juin 2019 lorsqu'ils sont devenus illisibles ou ont été perdus.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les délais d'apposition des moyens d'identification et le délai dans lequel ceux-ci sont remplacés, le cas échéant, ainsi que les modalités selon lesquelles les anomalies d'identification sont signalées.

« II.- Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe le modèle et les conditions d'utilisation du document de circulation édicté conformément à l'article 115 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016.

« III.- Lors de la collecte d'un cadavre ou d'un lot de cadavres de porcins, le collecteur notifie au gestionnaire de la base de données nationale d'identification les informations relatives à l'exploitation dans laquelle est réalisée cette collecte ainsi qu'aux cadavres collectés. » ;

16° Les articles D. 212-38 et D. 212-39 sont abrogés ;

17° Le sous-paragraphe 3 du paragraphe 4 de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre II est abrogé ;

18° L'intitulé de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II est remplacé par l'intitulé : « Dispositions applicables aux équidés et aux camélidés » ;

19° Les paragraphes 1 à 3 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II sont remplacés par les dispositions suivante :

« Paragraphe 1

« Dispositions spécifiques aux équidés

« Art. D. 212-46.- En application de l'article L. 212-9, tout opérateur détenant un ou plusieurs équidés est tenu de se déclarer auprès de l'Institut français du cheval et de l'équitation conformément aux articles 84, 87 et 90 dispositions du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016.

« L'Institut français du cheval et de l'équitation identifie chaque lieu de stationnement par un numéro national unique.

« Art. D. 212-47.- Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe le délai pour l'apposition des moyens d'identification mentionnés à l'article 58 du règlement délégué (UE) 2019/2035 de la Commission du 28 juin 2019. Il peut autoriser d'autres moyens d'identification que ceux mentionnés à cet article, conformément à l'article 62 du même règlement.

« Art. D. 212-48.- I.- L'autorité administrative mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 212-9 est le directeur général de l'Institut français du cheval et de l'équitation.

« II.- Peuvent être inscrits sur la liste mentionnée à l'article L. 212-9 :

« 1° Les vétérinaires en exercice qui établissent répondre aux conditions mentionnées à l'article L. 241-1 ;

« 2° Les vétérinaires des armées qui établissent être en activité ;

« 3° Les vétérinaires qui se sont déclarés conformément à l'article L. 241-3 ;

« 4° Les vétérinaires ayant le statut d'enseignants chercheurs, dans le cadre de leurs missions d'enseignement au sein des écoles nationales vétérinaires, qui établissent être en activité et tenus de réaliser l'identification des équidés dans ce cadre ;

« 5° Les fonctionnaires ou agents contractuels de l'Institut français du cheval et de l'équitation qui disposent d'une attestation certifiant leur aptitude à l'identification des équidés par relevé des marques naturelles et d'une attestation délivrée à l'issue d'une formation spécifique au marquage actif par implantation d'un transpondeur, dont le contenu et la durée sont définis par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« La liste des identificateurs déclarés est publiée sur le site internet de l'Institut français du cheval et de l'équitation.

« III.- Les personnes sont radiées de la liste :

« 1° Lorsque les conditions exigées pour être inscrit sur la liste ne sont plus remplies ;

« 2° Pour les personnes mentionnées aux 1° et 3° du II, en cas de suspension d'exercice prononcée par la chambre régionale ou nationale de discipline de l'ordre des vétérinaires ; dans ce cas, un vétérinaire peut solliciter sa réinscription sur la liste à l'issue de la suspension d'exercice.

« IV.- Les modalités de déclaration et de mise à jour de la liste sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« V. - Les vétérinaires inscrits sur la liste des identificateurs déclarés mentionnée à l'article L. 212-9 peuvent présenter leur candidature auprès du directeur général de l'Institut français du cheval et de l'équitation en vue d'assurer l'encadrement d'un ou de plusieurs agents procédant au marquage actif par pose d'un transpondeur.

« Art. D. 212-49.- Les détenteurs d'équidés disposent d'un délai maximal de huit mois après la naissance pour effectuer la demande de document d'identification prévue au paragraphe 1 de l'article 22 du règlement d'exécution (UE) 2021/963 de la Commission du 10 juin 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429, (UE) 2016/1012 et (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'identification et l'enregistrement des équidés et établissant des modèles de document d'identification de ces animaux.

« L'Institut français du cheval et de l'équitation est le point de contact mentionné au paragraphe 2 de l'article 28 du règlement d'exécution (UE) 2021/963 du 10 juin 2021.

« Le préfet est l'autorité compétente mentionnée au paragraphe 2 de l'article 43 du même règlement (UE) 2021/963 du 10 juin 2021.

« Art. D. 212-50.- L'Institut français du cheval et de l'équitation délivre, en tant que gestionnaire du fichier national, une carte d'immatriculation sur demande du propriétaire présentée dans un délai de huit mois après la naissance ou de 30 jours après l'introduction depuis un autre Etat membre ou après l'importation d'un équidé. La carte d'immatriculation contient son nom et son adresse, ainsi que le nom et, le cas échéant, le numéro d'identification de l'équidé.

« Le gestionnaire du fichier national est informé du changement de propriétaire de l'équidé par le nouveau propriétaire qui lui retourne, lorsqu'elle a été établie, la carte d'immatriculation de l'animal endossée par l'ancien propriétaire. Le gestionnaire du fichier national l'établit ou modifie

la carte d'immatriculation au nom du nouveau propriétaire. Si le changement de propriétaire intervient avant l'établissement de la carte d'immatriculation, le nouveau propriétaire en informe le gestionnaire du fichier national qui établit la carte d'immatriculation au nom du nouveau propriétaire.

« Toute modification des informations déclarées en application du deuxième alinéa est portée à la connaissance de l'Institut français du cheval et de l'équitation dans un délai de 30 jours.

« Dans un délai de 30 jours suivant la mort d'un équidé, le propriétaire transmet la carte d'immatriculation au gestionnaire du fichier national.

« *Art. D. 212-51.-* Les frais d'identification, d'immatriculation et du contrôle de filiation mentionnés à l'article D. 653-62 sont à la charge du propriétaire de l'équidé concerné. Après transfert de propriété, les frais de délivrance de la nouvelle carte d'immatriculation sont à la charge du nouveau propriétaire.

« *Art. D. 212-52.-* Lorsqu'il est fait application du II de l'article L. 221-4, les frais de mise à mort, d'enlèvement ou d'élimination de l'équidé sont à la charge du détenteur de l'animal lorsque le propriétaire n'est pas connu à la date de sa présentation à l'abattoir.

« *Art. D. 212-53.-* Le préfet est l'autorité compétente mentionnée au point b du paragraphe 2 de l'article 38 du règlement (UE) 2021/963 du 10 juin 2021.

« Les modalités de notification de la déclaration de l'exclusion des équidés de la consommation humaine prévue à l'article 40 du règlement d'exécution (UE) 2021/963 du 10 juin 2021 sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture. » ;

20° Le paragraphe 4 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II devient le paragraphe 2 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II et est intitulé : « Dispositions spécifiques aux camélidés » ;

21° Les articles D. 212-58 et D. 212-59 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 212-58.-* En application de l'article L. 212-9, tout opérateur détenant un ou plusieurs camélidés est tenu de se déclarer auprès de l'Institut français du cheval et de l'équitation conformément aux articles 84, 87 ou 90 du règlement (UE) 2016/429 du 9 mars 2016.

« *Art. D. 212-58-1.-* L'opérateur détenant un ou plusieurs camélidés porte à la connaissance de l'Institut français du cheval et de l'équitation, dans un délai maximum de deux mois, toute modification des informations déclarées en application de l'article D. 212-57, à l'exception des données concernant le changement de propriété, qui doivent être déclarées par le nouveau propriétaire. L'Institut français du cheval et de l'équitation met à jour les données dans le fichier national des camélidés dans un délai de huit jours.

« *Art. D. 212-58-2.-* L'Institut français du cheval et de l'équitation délivre de façon dématérialisée au propriétaire du camélidé, à sa demande, une attestation contenant les informations liées à l'identité de l'animal.

« *Art. D. 212-59.-* Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise le contenu et les modalités des déclarations et attestation prévues aux articles D. 212-58 à D. 212-58-2. » ;

22° Les paragraphes 5 et 6 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. D. 212-61.- Les camélidés détenus en France sont identifiés par une personne habilitée conformément aux articles 73 ou 81 du règlement délégué (UE) 2019/2035 du 28 juin 2019 selon des modalités et dans un délai définis par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« Art. D. 212-62.- Les personnes habilitées à procéder à l'identification des camélidés par implantation sous-cutanée d'un transpondeur sont les vétérinaires répondant aux conditions mentionnées à l'article L. 241-1.

« Les détenteurs de camélidés sont habilités pour la pose de repères auriculaires sur les animaux qu'ils détiennent.

« Les personnes habilitées transmettent les informations relatives à l'identification de l'animal à l'Institut français du cheval et de l'équitation et lui reversent les frais d'enregistrement dans le fichier dans un délai de huit jours après l'identification. L'Institut français du cheval et de l'équitation enregistre les données dans les huit jours suivant la déclaration par la personne habilitée.

« Les frais d'identification sont à la charge du propriétaire du camélidé. » ;

23° Aux articles D. 212-58 à D. 212-59 dans leur rédaction issue du présent décret, les mots : « l'Institut français du cheval et de l'équitation » sont remplacés par les mots : « l'établissement de l'élevage » ;

24° L'article D. 212-61 dans sa rédaction issue du présent décret est abrogé ;

25° L'intitulé de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre II est remplacé par l'intitulé : « Dispositions spécifiques aux carnivores domestiques » ;

26° A l'article D. 212-63, les mots : « des chiens, chats et » et les mots : « , d'une part, » sont supprimés, et les mots : « et, d'autre part, l'inscription sur le ou les fichiers prévus à l'article D. 212-66 des indications permettant d'identifier l'animal » sont remplacés par les mots : « et l'inscription sur le fichier mentionné à l'article L. 212-2 des indications permettant d'identifier l'animal. Cet arrêté définit les conditions sanitaires de mise en œuvre des procédés d'identification » ;

27° L'article D. 212-65 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots « chiens et des chats » sont remplacés par les mots « carnivores domestiques » ;

b) Le septième et le huitième sont abrogés.

29° Les articles D. 212-64 et D. 212-66 sont abrogés ;

30° L'article D. 212-68 est ainsi modifié :

a) ;

Aux deuxième et troisième alinéas, les mots : « le marquage » sont remplacés par les mots : « de l'identification » ;

b) Au quatrième alinéa, les mots : « vendeur ou le donateur » sont remplacés par le mot : « cédant » ;

c) Aux cinquième et sixième alinéas, après le mot : « attestant », il est inséré le mot : « de » ;

d) Le 3° est abrogé ;

e) Au dernier alinéa, le mot : « ci-dessus » est remplacé par les mots : « du présente article » ;

31° L'article D. 212-69 est abrogé ;

30° Dans l'intitulé de la sous-section 5 de la section 2 du chapitre II, les mots : « des espèces bovine, ovine, caprine, porcine et équine » sont supprimés ;

32° L'article D. 212-73 est abrogé ;

33° L'article D. 212-74 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « repères d'identification à des spécifications techniques décrites dans un cahier des charges » sont remplacés par les mots : « matériels d'identification aux dispositions du règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021 et au cahier des charges publié par arrêté du ministre chargé de l'agriculture » ;

b) Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ce cahier des charges comporte les spécifications techniques des matériels d'identification et les méthodes d'évaluation. » ;

c) Au troisième alinéa, le mot : « repère » est remplacé par le mot : « matériel » ;

d) Aux quatrième à sixième alinéas, le mot : « repères » est remplacé par le mot : « matériels » ;

e) Au sixième alinéa, le mot : « tests » est remplacé par le mot : « contrôles » ;

34° A l'article D. 212-76, le mot : « repère » est remplacé par le mot : « matériel » ;

35° L'article D. 212-77 est abrogé.

Article 3

Le titre II du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° A l'article D. 221-1, les mots : « dangers zoonosanitaires de première et de deuxième catégories » sont remplacés par les mots : « maladies animales mentionnées à l'article L. 221-1 » et les mots : « arrête les adaptations départementales de ces mesures » sont remplacés par les mots : « peut adapter ces mesures au niveau départemental » ;

2° L'article D. 221-2 est abrogé ;

3° A l'article D. 221-3, les mots : « d'un danger zoonosanitaire de première ou de deuxième catégorie » sont remplacés par les mots : « d'une maladie animale mentionnée à l'article L. 221-1 » ;

4° Dans l'intitulé de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre III, le mot : « nationaux » est supprimé ;

5° A l'article D. 223-22-2, le mot : « nationaux » est supprimé et le mot : « éleveurs » est remplacé par le mot : « propriétaires » ;

6° Les articles D. 223-22-4 à D. 223-22-6 sont abrogés ;

7° Le paragraphe 2 de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre III est abrogé ;

8° Le paragraphe 3 de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre III est remplacé par la disposition suivante :

« Art. D. 223-22-17.- Lorsqu'il estime qu'il y a lieu de procéder à la vaccination d'urgence contre l'une des maladies animales faisant l'objet d'un plan d'intervention sanitaire d'urgence, alors que cette vaccination n'est pas autorisée dans l'Union européenne pour la maladie concernée, le ministre chargé de l'agriculture informe sans délai la Commission européenne de l'adoption de cette mesure de lutte. » ;

9° Le paragraphe 1 de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre III est abrogé ;

10° Après l'article R. 226-2, il est inséré un article D. 226-2-1 ainsi rédigé :

« Art. D. 226-2-1.- I.- En application de l'article 19 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, l'élimination des sous-produits animaux et produits dérivés est autorisée dans les conditions suivantes :

« 1° S'agissant des cadavres d'animaux familiers, au sens du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, hors équidés, et à l'exclusion de tout animal ayant mordu ou griffé dans les quinze jours précédant sa mort, par enfouissement sur place ou dans un cimetière animalier ;

« 2° S'agissant des matières de catégorie 1 ou 2, respectivement mentionnées au ii) du b) de l'article 8 et à l'article 9 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, par incinération ou par enfouissement sur place, dans les cas prévus par le c) du 1. de l'article 19 du même règlement ;

« 3° S'agissant de petites quantités de sous-produits animaux de catégorie 2 ou 3 mentionnées respectivement aux articles 9 et 10 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, lorsqu'elles ne comportent pas de risques pour la santé publique et animale, par des moyens faisant l'objet d'un contrôle officiel, autres que l'incinération et l'enfouissement sur place ;

« 4° S'agissant des matières autres que les matières de catégorie 1 mentionnées au a) du i) de l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, en cas d'apparition d'une maladie mentionnée à l'article L. 221-1, par arrêté préfectoral, par incinération ou enfouissement sur place, dans les cas prévus par le e) du 1 de l'article 19 du même règlement ;

« 5° S'agissant des abeilles et des sous-produits de l'apiculture, par incinération ou enfouissement sur place.

« II. - Les sous-produits animaux provenant de gibiers sauvages chassés pour fournir en petites quantités directement le consommateur final ou le commerce de détail local fournissant directement le consommateur final, peuvent être éliminés par enfouissement sur place dans une fosse installée et entretenue sur le lieu de chasse, dans une limite quantitative fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« III. - Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe, en fonction de l'espèce d'origine des sous-produits concernés, les quantités mentionnées au 3° ainsi que les conditions techniques d'enfouissement des sous-produits animaux et produits dérivés. »

Article 4

Le titre III du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° A l'article D. 236-6, les mots « dans un journal d'annonces légales ainsi que » sont supprimés.

Article 5

Le titre VII du livre II du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° A l'article D. 271-5, la référence aux articles D. 212-17 à D. 212-23 est remplacée par une référence aux articles D. 212-19 à R. 212-22 et il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les délais ainsi définis ne peuvent excéder ceux fixés par l'article 13 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la traçabilité de certains animaux terrestres détenus ou sur son fondement. » ;

2° A l'article D. 271-6, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les délais ainsi définis ne peuvent excéder ceux fixés par l'article 14 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021. » ;

3° L'article D. 271-7 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, la référence à l'article D. 230-20 est remplacée par une référence à l'article D. 266-8 du code de l'action sociale et des familles et les mots : « articles R. 230-15 à R. 230-18 » sont remplacés par les mots : « articles R. 266-3 à R. 266-5 du même code » ;

b) Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Soit au moyen des crédits du Fonds européen d'aide aux plus démunis prévu par le règlement (UE) n° 223/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 relatif au Fonds européen d'aide aux plus démunis ; »

c) Le quatrième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3° Soit au moyen des contributions publiques nationales destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire au sens de l'article L. 266-2 du code de l'action sociale et des familles. » ;

d) Au sixième alinéa, les mots : « du programme européen d'aide aux plus démunis prévu par le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 » sont remplacés par les mots : « du Fonds européen d'aide aux plus démunis prévu par le règlement (UE) n° 223/2014 du 11 mars 2014 » ;

4° L'article D. 271-13 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 271-13.-* Pour l'application à Mayotte des articles D. 200-5, D. 200-6 et D. 201-24 à D. 201-27, les mots : “ conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale ” sont remplacés par les mots : “ conseil d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale de Mayotte ”. »

5° A l'article D. 272-6, la référence à l'article D. 212-58 est remplacée par une référence à l'article D. 212-48, le mot : « IV » est remplacé par le mot : « VI » et les mots : « au 1° à 4° du I » sont remplacés par les mots : « aux 1° à 4° du II » ;

6° A l'article D. 272-9, les mots : « des marchés publics, les marchés nécessaires dont il est la personne responsable au sens de l'article 20 de ce code » sont remplacés par les mots : « de la commande publique, les marchés nécessaires » ;

7° A l'article D. 273-3, la référence aux articles D. 212-17 à D. 212-23 est remplacée par une référence aux articles D. 212-19 à R. 212-22, et il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les délais ainsi définis ne peuvent excéder ceux fixés par l'article 13 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la traçabilité de certains animaux terrestres détenus ou sur son fondement. » ;

8° A l'article D. 273-4, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les délais ainsi définis ne peuvent excéder ceux fixés par l'article 14 du règlement d'exécution (UE) 2021/520 de la Commission du 24 mars 2021. » ;

9° A l'article D. 273-8, la référence à l'article D. 212-58 est remplacée par une référence à l'article D. 212-48, le mot : « IV » est remplacé par le mot : « VI » et les mots : « au 1° à 4° du I » sont remplacés par les mots : « aux 1° à 4° du II » ;

10° Les articles D. 274-10 à D. 274-12 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. D. 274-10.- Pour son application à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'article D. 212-19 est ainsi rédigé :

“ Art. D. 212-19.- I. Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins, à l'exclusion des transporteurs et des personnes responsables ou propriétaires de centres de rassemblement, et tout collecteur de cadavres de bovins, est tenu de se déclarer auprès du service de la chambre d'agriculture, de commerce, d'industrie, de métiers et de l'artisanat de Saint-Pierre-et-Miquelon chargé de l'identification des animaux afin que celui-ci l'enregistre et lui attribue un numéro d'identification.

“ II.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins identifie chaque animal né dans son établissement.

“ Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins est tenu de signaler au service chargé de l'identification la perte d'un moyen d'identification ou la perte des deux moyens d'identification d'un bovin après avoir isolé celui-ci, pour procéder au remplacement du moyen d'identification ou mettre en œuvre la procédure de remise en conformité de l'identification du bovin.

“ Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les caractéristiques des repères d'identification.

“ III.- Un passeport est délivré par le service chargé de l'identification pour les bovins détenus sur le territoire de la collectivité.

“ IV.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins ne peut les faire circuler qu'accompagnés de leur passeport.

“ V.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins est tenu de s'assurer que le numéro national d'identification de l'animal, son sexe et son type racial correspondent aux mentions portées sur le passeport. Il signale les différences éventuelles au service mentionné au I.

“ VI.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs bovins doit être en mesure de présenter immédiatement le passeport du bovin détenu ou tout élément de nature à établir qu'un quel document a été demandé. Il est tenu de signaler au service mentionné au I toute perte de ce document.

“ VII.- Un passeport est édité pour tout bovin en provenance de pays tiers ou d'un État membre de l'Union européenne, excepté lorsque :

“ 1° Le bovin est accompagné d'un certificat sanitaire pour abattage ;

“ 2° Le bovin en transit ou en transhumance.

“ Pour les bovins mentionnés au 1° et au 2°, le document d'identification émis par le pays d'origine tient lieu de passeport

“ VIII.- Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les modalités d'utilisation du passeport. ”

« Art. D. 274-11.- Pour son application à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'article D. 212-26 est ainsi rédigé :

“ Art D. 212-26. Tout opérateur détenant un ou plusieurs ovins ou caprins, à l'exclusion des transporteurs et des personnes responsables ou propriétaires de centres de rassemblement, et tout collecteur de cadavres d'ovins ou de caprins, est tenu de se déclarer auprès du service de la chambre d'agriculture, de commerce, d'industrie, de métiers et de l'artisanat de Saint-Pierre-et-Miquelon chargé de l'identification des animaux afin que celui-ci l'enregistre et lui attribue un numéro d'identification. ”

« Art. D. 274-12.- Pour son application à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'article D. 212-27 est ainsi rédigé :

“ Art. D. 212-27.- I.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs ovins ou caprins identifie chaque animal né dans son établissement.

“ Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précise les caractéristiques des repères d'identification.

“ II.- Tout opérateur détenant un ou plusieurs ovins ou caprins est tenu de signaler au service chargé de l'identification la perte d'un moyen d'identification ou la perte des deux moyens d'identification d'un ovin ou d'un caprin après avoir isolé celui-ci, pour procéder au remplacement du moyen d'identification ou mettre en œuvre la procédure de la remise en conformité de l'animal. ” ».

Article 6

Au 2° de l'article D. 347-1 du code rural et de la pêche maritime les mots : « réglementée au sens de l'article D. 221-2 ou faisant l'objet d'un programme collectif volontaire approuvé en application de l'article D. 201-31 » sont remplacés par les mots : « animale mentionnée à l'article L. 221-1 ou faisant l'objet d'un programme sanitaire d'intérêt collectif reconnu dans les conditions de l'article D. 201-30 ».

Article 7

Au deuxième alinéa du I de l'article D. 615-15, les mots : « figurant sur la liste prévue à l'article D. 201-1 » sont remplacés par les mots : « mentionnés à l'article L. 251-3 ».

Article 8

Les 23° et 24° de l'article 2 du présent décret entrent en vigueur le 21 avril 2024.

Article 9

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

Le ministre de l'agriculture et
de la souveraineté alimentaire,
Marc FESNEAU

Le ministre de l'intérieur et
des outre-mer,
Gérald DARMANIN

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'intérieur et des outre-mer,
chargé des outre-mer,
Philippe VIGIER

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20231218-DL1812230263-DE